

Aubry, Delanoë, Royal: des différences plus marquées qu'on ne croit

PARIS (AFP) - Les socialistes proposent dans leurs motions des projets politiques avec un tronc commun mais aussi des différences marquées.



Martine Aubry et Ségolène Royal le 2 juin 2006 (© AFP/Archives - Philippe Huguen)

Voici leurs propositions sur quelques thèmes choisis:

ORIENTATION GENERALE

Bertrand Delanoë prône "une gauche résolument réformatrice, européenne, écologiste et efficace", Martine Aubry "un projet de transformation sociale profonde, un réformisme ancré dans le réel", Ségolène Royal "un projet crédible et audacieux, s'appuyant sur nos valeurs pour inventer d'autres façons d'agir". Benoît Hamon aspire à un PS "décomplexé", car "l'avenir du PS ne peut pas être le passé de la social-démocratie".

Deux "petites motions", Pôle écologique et Utopia, défendent respectivement "une transformation radicale du mode de développement", et "un dépassement du capitalisme".

ROLE DE L'ETAT

Delanoë en appelle à "un Etat social prévoyant, dynamique et anticipateur", Royal à "un Etat préventif, innovateur, décentralisé", Hamon à "un Etat stratège", Aubry au retour de "la puissance publique".

CRISE FINANCIERE

Toutes les motions se retrouvent sur les mécanismes de régulation des marchés financiers aux niveaux international et européen (contrôle accru des fonds spéculatifs, renforcement du FMI, lutte contre les paradis fiscaux...). Aubry réclame en outre "une taxe mondiale pour ralentir les mouvements de

capitaux", Royal est pour une banque publique de soutien aux PME.

Hamon veut constituer "un pôle financier public" et activer "le tarif extérieur communautaire européen (...) pour lutter contre le dumping social et environnemental".

POUVOIR D'ACHAT

Chez Aubry, revalorisations significatives du SMIC, plafonnement des loyers là où ils sont trop élevés.

Royal veut réformer l'indice des prix de l'INSEE pour tenir compte de l'augmentation réelle du coût de la vie.

Delanoë veut "conditionner les aides aux entreprises à l'engagement et l'aboutissement de négociations salariales".

Hamon réclame "le SMIC à 1.500 euros dans un premier temps" et "une progression des salaires indexée sur les gains de productivité et l'inflation".

FISCALITE

Différencier le taux de l'impôt sur les bénéfices selon qu'ils sont réinvestis ou non, prise en compte du revenu dans le calcul de la taxe d'habitation (Delanoë, Aubry). Le maire de Paris veut "mettre sous condition de ressources les allocations familiales".

Royal prétend "supprimer l'essentiel des niches fiscales" et, comme Hamon, fusionner l'impôt sur le revenu et la CSG en un impôt unique progressif. Hamon préconise aussi la création d'une CSG entreprise.

EMPLOI

Pour Royal, il faut "récupérer les aides publiques lorsque les entreprises licencient ou délocalisent", pour Aubry, il faut "taxer les entreprises qui abusent des emplois précaires, décourager totalement les licenciements boursiers en faisant payer aux entreprises qui en ont les moyens le reclassement des salariés". Delanoë veut "promouvoir une compétitivité tirée par l'innovation et la qualification des salariés". Tous veulent "sécuriser les parcours professionnels" des salariés.

EUROPE

Aubry et Hamon veulent "réorienter la construction européenne" qui "accompagne le libéralisme". Refusant d'"affaiblir l'union monétaire", M. Delanoë veut "construire l'union économique", Royal défend une "Europe des grands projets", Hamon remet en cause l'indépendance de la BCE.

ENVIRONNEMENT

Les principales motions prônent "un nouveau modèle de développement conciliant écologie, croissance et justice sociale" et proposent divers outils: "fonds après-pétrole" (Royal), "fonds pour la mutation énergétique" (Delanoë), "contribution climat-énergie" (Aubry).

PARTI SOCIALISTE

Relations avec le MoDem: Royal veut "fédérer la gauche et attirer les démocrates". Pour Delanoë (idem chez Aubry et Hamon) "la frontière" du rassemblement s'arrête à ceux qui campent "dans le refus du clivage entre la gauche et la droite".

Royal plaide pour "un parti décentralisé", "de masse". Delanoë veut "un parti de militants".

